

Lorsque l'augmentation du carburant est une des gouttes qui fait déborder le vase... Comme pour tout, pour la voiture aussi tout est question d'équité et d'inégalité. Si comme l'affirment certains, aujourd'hui rouler en voiture coûte moins cher qu'il y a plusieurs années, considérant l'ensemble des frais liés au véhicule dont le carburant, il va sans dire que cela dépend dans quels ménages (entendre par ménages : tant les personnes isolées que les couples et familles) en fonction des revenus qui sont les leurs. En effet, tout dépend de quelle voiture on est capable d'acheter en fonction de son budget de départ (neuve, d'occasion, de très mauvaise occasion), quel âge a la voiture. Les témoignages de terrain montrent qu'entreprendre de gros risques sur l'équilibre financier d'un budget trop serré en achetant une voiture neuve un peu moins coûteuse souvent qu'une occasion ou une vieille voiture, ou acheter une occasion qui réservera régulièrement de très mauvaises surprises (pannes, grosse consommation), pour des ménages dont les revenus sont très justes ou trop justes ou indécents, c'est toujours un problème. Et l'obligation de disposer d'une voiture suivant l'endroit où l'on vit pèsera toujours lourdement sur ces revenus qui laissent au mieux les ménages en apnée, au pire la tête sous l'eau ! Il n'est pas rare qu'un ménage calcule au litre près pour assurer les obligations principales avant tout (oubliant d'ailleurs presque d'office les loisirs et plaisirs), que le RWLP doive préfinancer un déplacement en voiture car les personnes ne savent plus le faire, qu'il soit impossible de conduire les enfants à l'école à quelques kilomètres de chez soi en milieu rural pendant quelques jours dans l'attente d'une rentrée financière, que des rendez-vous soient ratés vers le tribunal, l'aide à la jeunesse, un rendez-vous médical ou le Forem pour ces mêmes raisons, là où l'offre de transports en commun est largement déficitaire et/ou inadaptée. Il n'est pas rare non plus que pour assumer certains de ces déplacements imposés ou considérés prioritaires, des ménages se passent d'autres choses essentielles, comme sous-consommer en eau, en électricité, en chauffage, en nourriture, en soins de santé, en chaussures, en soins dentaires, etc., ou en reportant/morcelant d'autres paiements (téléphone, école, etc.). Et que dire lorsqu'il est impossible de payer le remplacement des pneus lisses et/ou l'assurance alors qu'il est impossible de ne pas utiliser la voiture (pour se rendre au travail par exemple). Et il n'est malheureusement pas rare évidemment, que submergé par la violence permanente de ces impossibles choix, le repli sur soi, la dépression, le découragement devant ces luttes quotidiennes contribuent à une désaffiliation sociale intense.

Les ménages dans cette situation sont nombreux. Il ne s'agit plus du tout uniquement des personnes qui subissent la violence de l'appauvrissement par des revenus du chômage, de la pension, de la maladie/invalidité, du revenu d'intégration, et aujourd'hui de la non-inclusion ou de l'exclusion de tous droits, devenus totalement indécents au regard du coût de la vie, mais également de travailleurs dans des temps partiels non-choisis, contraints à tous les types de contrats appauvrissants (faux indépendants, interims, etc.), des temps pleins avec des revenus minimum bien trop faibles, même en travaillant à deux parfois, pour mettre encore un euro de côté. Et lorsque plus aucune épargne n'est possible, que l'on vit en flux tendu permanent, la violence de la précarisation et du renoncement progressif à tout, au-delà d'assumer uniquement l'absolue nécessité du quotidien, pend au nez.

Et que dire des services à domicile précieux tels que les aides-familiales, garde-malades, aide-ménagères, femmes d'ouvrage, qui lorsque l'organisation qui les emploie ne met pas de véhicules à leur disposition (ce qui n'est pas rare), doivent auto-financer une voiture que l'on peut pourtant dans ce cas nommer réellement « voiture de fonction » ou nettement mieux « véhicule au service de » indispensable pour réaliser ces missions humaines de proximité essentielles ! Doivent-elles voir leur revenu davantage amputé via l'augmentation du

carburant (sans compter tous les autres frais du véhicule, y compris l'achat) ou au contraire, est-ce que ce ne sont pas ces métiers qui devraient bénéficier d'une « voiture de fonction » ? N'y-a-t-il pas à reprioriser d'urgence l'avantage que représente la « voiture de fonction » très souvent utilisée pour augmenter le salaire de certains cadres et travailleurs, au profit de ceux pour lesquels le véhicule est indispensable à la réalisation d'une mission de service à la collectivité ?

Je pense également aux associations socioculturelles et sociales, qui assument des missions de proximité dans les milieux ruraux (la Wallonie est fortement rurale), garantissant la possibilité de participer à la vie socioculturelle, sociale, associative ou sportive. Faudra-t-il que ces acteurs renoncent ou réduisent cette dynamique d'aller vers ? Ayant très longuement travaillé dans le milieu rural, bien avant d'être confronté à l'intensité de l'appauvrissement en spirale actuel, il a toujours été difficile de faire comprendre ce problème : tant de faire comprendre aux pouvoirs subsidiaires les surcoûts à prendre en considération que cela entraîne, mais aussi le temps que cela demande, que pour mobiliser certains acteurs urbains pour venir travailler en milieu rural.

Et que dire des ménages qui doivent malheureusement assumer des affres de la vie complexes et pénibles (la relation à l'hébergement en aide à la jeunesse, les hospitalisations longues en santé mentale, l'incarcération d'un membre de la famille, le fait de vivre en maison d'accueil). Les endroits où sont localisés ces institutions au regard de l'organisation des transports en commun, contraignent souvent les familles à se déplacer en voiture, ou à renoncer à la visite ! Ajoutons également la contradiction incroyable qui est qu'aujourd'hui encore le permis de conduire pour répondre à des offres d'emplois reste souvent déterminant (en-dehors des villes)... et souvent impayables (sans compter d'ailleurs des conditions de passage du permis de conduire plus complexes, coûteuses et excluantes que jamais depuis les dernières décisions en la matière !). Et lorsque le permis est passé, reste à devoir acquérir la voiture... deuxième obstacle de plus en plus insurmontable. Sans parler d'employeurs qui ne prennent en charge que très faiblement les frais de déplacement pour rejoindre le travail, voir ne prennent rien en charge !

La mobilité (comme le logement, l'enseignement, la santé, l'alimentation, l'eau et l'énergie, les services à la petite-enfance) ne devrait pas être une angoisse pour les ménages, un problème, un élément appauvrissant, une allégeance éventuelle à travers des aides sociales. La mobilité ne devrait jamais constituer un obstacle pour la vie quotidienne, tant pour organiser l'indispensable que le plaisir. Je parle bien de la mobilité pour la vie quotidienne. Cette mobilité-là n'est pas un caprice mais une nécessité. Je ne parle évidemment pas ici des mini-trip en avion (et autres formules) hyper polluants.

Alors, oui quand le prix du carburant augmente fortement, c'est un véritable problème pour ces ménages, compte tenu des revenus indécents avec lesquels les gens sont contraints de survivre ou de se serrer toujours plus la ceinture. Il est clair qu'il y a un réel décrochage entre les revenus et les coûts de la vie pour une partie importante de la population, pas toute la population. Tout est devenu difficile, l'accès au logement, à l'énergie, à l'eau, à l'alimentation, à la santé, etc. Et pourtant notre pays génère chaque année plus de richesse, elle passe bien quelque part ! Des ménages de notre pays disposent d'une épargne plantureuse, quand entre 30 et 40% de la population ne peuvent constituer quasi aucune épargne. La richesse est donc bien concentrée quelque part ! Idem en France.

Et pourtant, il faut relever le défi écologique bien sûr... mais il ne peut absolument pas être déconnecté de la justice sociale !

Toutes ces familles et services dont je parle ci-dessus sont évidemment d'accord de participer à l'effort pour relever le défi écologique planétaire. Mais ils ne pourront y contribuer que si le droit à la mobilité est garanti par l'Etat, à travers des services publics au service de la vie des ménages et avec la préoccupation de réduire les inégalités. Mais ils ne pourront le relever si

les revenus des ménages sont suffisants pour vivre sans appréhension permanente du lendemain, du mois suivant, de l'année suivante. Pour réduire les inégalités, il s'agit de prendre des décisions équitables. Sans être spécialistes, il me semble que des pistes sont possibles et réalistes si ils en décident, si nous les réclamons :

- Exiger un investissement public important en faveur de la mobilité, pour la SNCB, le TEC (STIB, etc.) :

- en quantité et qualité, partout sans désinvestir le monde rural au profit de dépenses uniquement centrées sur la circulation internationale et commerciale (avions, ...) ;

- la réouverture et l'ouverture de points d'arrêts et de gare ;

- l'organisation du maillage et de la complémentarité bien organisée des moyens de transport collectifs ;

- pratiquer la gratuité et/ou des prix réellement planchers.

- Réorienter les moyens dévolus aux voitures de société vers des options collectives nécessaires :

- vers les transports publics ;

- vers des « voitures au service de » pour les métiers de proximité nécessaires à la population, au service du bien commun ;

- via la subsidiation vers les acteurs sociaux, socioculturels, d'animation, sportifs qui vont vers les populations qui vivent dans des milieux « isolés » ;

- vers le redéploiement de services de proximité notamment en milieu rural mais pas que.

- Agir sur les constructeurs automobiles par des moyens contraignants ad-hoc :

- Qui de leurs résultats en réduction de la pollution ?

- Imposer la justice fiscale : parce que l'impôt permet d'organiser les services publics, dont la mobilité, la transition écologique, l'équité et la justice sociale par la réduction des inégalités et l'éradication de la pauvreté.

- capter les milliards d'euros qui disparaissent dans les paradis fiscaux de façon légale et illégale, une criminalité financière dès le moment où cela atteint au financement des services publics et de la sécurité sociale, les transports publics, la justice sociale, la transition écologique ;

- organiser une taxation juste, en pratiquant l'équité taxatoire en toutes matières ;

- taxer significativement le kérozène des avions, le fuel des paquebots de croisière ;

- utiliser les taxes, accises et impôts pour l'intérêt collectif, pour les populations, pour le bien commun.

- Augmenter absolument les revenus des travailleurs.euses, de la pension, du chômage, des allocations sociales, de la maladie invalidité,

- car dans un Etat qui respecte sa population, les personnes et les ménages ne devraient jamais connaître la précarisation, l'appauvrissement, la pauvreté ;

- pour que les ménages cessent de devoir être dans la débrouille de survie, trop souvent couteuse au plan environnemental, bien malgré eux. Vivre pauvre, c'est toujours vivre plus cher... bien malgré eux.

- ...

Et si les gilets jaunes n'étaient que la pointe de l'iceberg du ras-le-bol face à l'arrogance des gouvernements actuels ?

Et si même cette action des gilets jaunes est porteuse de contradictions, faut-il que le mépris de la gauche, des environnementalistes, des nantis, des organisés, etc., ..., la précipite dans les bras de l'extrême droite... ou le laisse croire ?

Et si le choix des gouvernements de réduire la concertation à une portion congrue, ou à la snober tout simplement, ne pouvait que conduire vers les gilets jaunes... notamment ?

Alors oui à une alliance forte entre la transition écologique et la justice sociale, et pas la première sur le dos de l'autre ! Et oui, les gilets jaunes m'interpellent, et les réactions contrastées qui en découlent aussi.

J'écoute, je me laisse déséquilibrer... Ça ne me laisse pas indifférente